

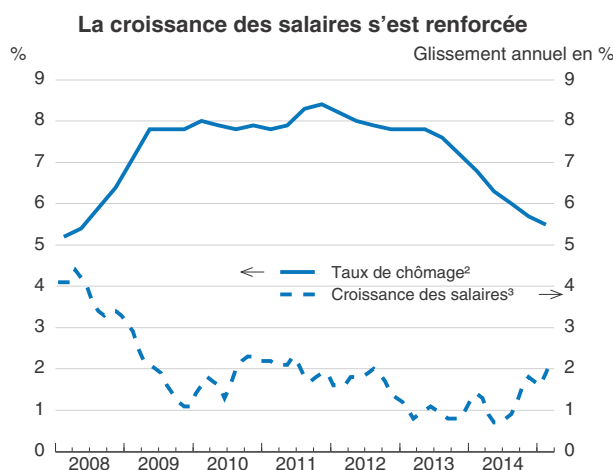
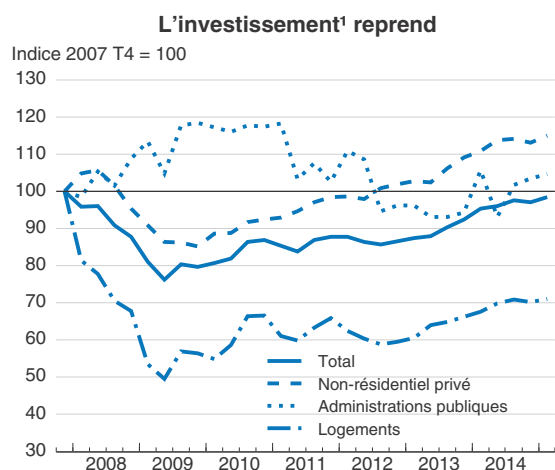
## ROYAUME-UNI

La croissance économique a été forte en 2014 et devrait conserver son dynamisme en 2015 et en 2016, soutenue par la demande intérieure. Le taux de chômage devrait poursuivre sa baisse et s'approcher de 5 %. Sous l'effet de la diminution du degré de ressources non utilisées, l'inflation devrait remonter et s'approcher de la cible d'inflation de 2 %. Le déficit de la balance courante s'est creusé, dépassant 5 % du PIB, pour l'essentiel en raison de revenus d'investissement inférieurs aux attentes, mais il ne devrait se résorber de manière progressive à mesure que la reprise s'affermira dans la zone euro.

Selon le budget de mars 2015, les autorités prévoient un renforcement de l'assainissement budgétaire en 2016 et en 2017, avec un ajustement portant principalement sur le volet des dépenses. Il est important que le gouvernement veille à l'équité des mesures d'ajustement qui restent à définir. Une normalisation des taux d'intérêt devrait commencer début 2016, en réponse à la réduction du degré de capacités inutilisées et à l'augmentation des tensions inflationnistes. Les tests de résistance des établissements bancaires que la Banque d'Angleterre prévoit de conduire cette année sont les bienvenus ; toutefois, les tests à venir fourniraient des informations plus complètes sur les risques pour la stabilité financière s'ils étaient étendus au système bancaire parallèle.

Une reprise de l'investissement s'impose pour stimuler la productivité du travail, les salaires et la compétitivité, et pour équilibrer le marché du logement. Il conviendra pour cela d'offrir un meilleur accès au financement pour les entreprises, d'assouplir la réglementation de l'aménagement du territoire, et de moderniser les infrastructures. La qualité perçue des infrastructures est inférieure aux niveaux mesurés dans les autres pays du G7, et le ratio d'investissement est faible en comparaison internationale. L'État pourrait mettre l'accent sur une stratégie et une planification de long terme en matière d'infrastructures pour attirer les investisseurs privés et en utilisant l'effet de levier des ressources publiques limitées avec des financements privés.

## Royaume-Uni



1. Formation brute de capital fixe, en volume.

2. Population âgée de 16 ans et plus.

3. Rémunération hebdomadaire normale (hors primes et arriérés de salaire), moyenne mobile sur trois mois.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97 ; et Office des statistiques nationales (Office for National Statistics, ONS).

Royaume-Uni : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2012	2013	2014	2015	2016
Emploi	1.1	1.2	2.3	1.7	1.1
Taux de chômage <sup>1</sup>	8.0	7.6	6.2	5.4	5.1
Rémunération par salarié <sup>2</sup>	2.0	1.9	1.7	2.7	3.3
Coûts unitaires de main-d'œuvre	1.9	1.4	0.4	2.3	2.0
Revenu disponible des ménages	3.7	1.7	1.6	5.8	4.0
Déflateur du PIB	1.7	1.8	1.7	0.4	1.2
Indice des prix à la consommation harmonisé <sup>3</sup>	2.8	2.6	1.5	0.0	1.7
IPCH sous-jacent <sup>4</sup>	2.2	2.0	1.6	1.2	1.9
Déflateur de la consommation privée	2.1	1.9	1.6	0.3	1.3


1. En pourcentage de la population active.

2. Pour l'ensemble de l'économie.

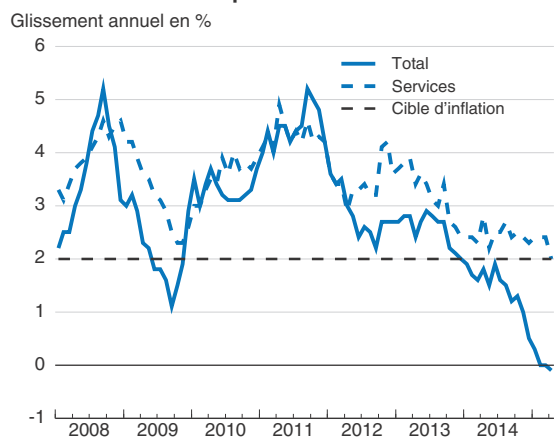
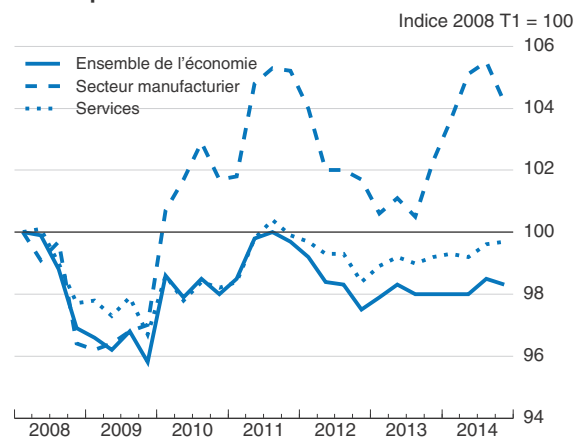
3. Connu sous le nom de IPC au Royaume-Uni.

4. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933226875>**La croissance, quoique volatile, a été soutenue, sur fond de faible productivité**

En dépit du ralentissement observé début 2015, l'expansion économique a maintenu un dynamisme satisfaisant, proche de 2.5 % en rythme annuel, principalement soutenue par des hausses marquées de la consommation privée. La nette progression de l'emploi, le rebond des salaires nominaux et réels, la reprise du crédit à la consommation et de nouvelles augmentations des prix de l'immobilier ont renforcé la confiance des consommateurs et expliquent les très bons résultats du commerce de détail. Cependant, la productivité du travail reste pratiquement inchangée depuis quelques années et les

**Royaume-Uni****La croissance des prix à la consommation a reculé****La productivité du travail<sup>1</sup> reste faible**

1. Production par heure.

Source : Office des statistiques nationales (Office for National Statistics, ONS).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933226262>

## Royaume-Uni : Indicateurs financiers

	2012	2013	2014	2015	2016
Taux d'épargne nette des ménages <sup>1</sup>	8.0	6.4	6.0	7.5	7.5
Solde financier des administrations publiques <sup>2</sup>	-8.3	-5.5	-5.3	-4.0	-2.5
Dette brute des administrations publiques <sup>2</sup>	105.1	100.8	111.3	113.3	113.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>2</sup>	85.8	87.3	89.3	91.3	91.1
Balance des opérations courantes <sup>2</sup>	-3.7	-4.5	-5.5	-5.1	-4.4
Taux d'intérêt à court terme <sup>3</sup>	0.8	0.5	0.5	0.5	1.2
Taux d'intérêt à long terme <sup>4</sup>	1.9	2.4	2.6	2.0	2.8

1. En pourcentage du revenu disponible.

2. En pourcentage du PIB, valeur au marché.

3. Taux interbancaire à 3 mois.

4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933226880>

entreprises investissent peu, dans un contexte d'érosion de la confiance des entrepreneurs, de baisse des cours du pétrole (qui pèse sur les dépenses d'équipement dans les secteurs gazier et pétrolier), et de faiblesse du crédit bancaire aux entreprises. Les investissements publics, marqués par la volatilité, sont restés en dessous de leur niveau maximum de 2010. Dans le secteur du logement, les investissements ont connu une reprise, qui n'a cependant pas suffi à éviter de nouvelles hausses des prix de l'immobilier

## Royaume-Uni : Demande et production

	2013	2014	2015	2016	Quatrième trimestre		
					2014	2015	2016
	Prix courants milliards de £				Pourcentages de variation annuelle, en volume (prix de 2011)		
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>1 713.1</b>	<b>2.8</b>	<b>2.4</b>	<b>2.3</b>	<b>3.0</b>	<b>2.4</b>	<b>2.1</b>
Consommation privée	1 111.5	2.5	2.5	2.3	3.0	2.3	2.1
Consommation publique	345.2	1.7	1.3	-0.7	2.1	1.0	-1.5
Formation brute de capital fixe	282.1	7.8	4.7	6.2	5.1	6.4	6.2
Secteur public <sup>1</sup>	39.7	7.3	4.1	2.8	9.7	2.4	3.5
Secteur privé : résidentiel	70.8	8.9	5.2	7.5	6.0	7.3	7.5
Secteur privé : autres	171.6	7.5	4.6	6.4	3.7	7.0	6.3
Demande intérieure finale	1 738.7	3.2	2.6	2.4	3.2	2.8	2.1
Variation des stocks <sup>2</sup>	8.1	0.2	0.1	0.0			
Demande intérieure totale	1 746.9	3.4	2.8	2.4	2.4	3.2	2.1
Exportations de biens et services	515.9	0.6	3.8	3.0	5.6	1.6	3.3
Importations de biens et services	549.6	2.2	4.8	3.1	3.0	4.2	3.3
Exportations nettes <sup>2</sup>	- 33.7	-0.5	-0.4	-0.1			

Note : Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Y compris les entreprises publiques et nationalisées.

2. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933226894>

## Royaume-Uni : Indicateurs extérieurs

	2012	2013	2014	2015	2016
Milliards de \$					
Exportations de biens et services	793.5	806.5	836.2	801	840
Importations de biens et services	848.1	859.4	892.0	858	899
Balance commerciale	- 54.6	- 52.9	- 55.8	- 58	- 59
Solde des invisibles	- 43.5	- 67.3	- 105.7	- 86	- 73
Balance des opérations courantes	- 98.2	- 120.2	- 161.5	- 144	- 133
Pourcentages de variation					
Exportations de biens et services en volume	0.7	1.5	0.6	3.8	3.0
Importations de biens et services en volume	3.1	1.4	2.2	4.8	3.1
Résultats à l'exportation <sup>1</sup>	- 1.8	- 1.0	- 3.3	- 0.6	- 2.2
Termes de l'échange	0.4	0.3	1.4	0.5	0.2

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933226902>

résidentiel. La progression annuelle des prix du logement a quelque peu ralenti, sur un marché marqué par la volatilité.

Le déficit de la balance courante s'est creusé, atteignant un niveau record supérieur à 5 % du PIB. Si les marchés à l'exportation ont continué à croître, les exportations ont peu contribué à la reprise, notamment du fait de l'appréciation de la monnaie et de la hausse des coûts salariaux unitaires, et la part des secteurs exportateurs dans la production totale a encore diminué. En parallèle, la détérioration du solde des revenus s'est poursuivie, sous l'effet notamment de la chute du taux de rendement des actifs étrangers.

Le taux de chômage a continué à baisser rapidement, le taux d'emploi s'est élevé à un niveau sans précédent et le nombre de postes à pourvoir est élevé. La croissance annuelle des salaires hors primes a atteint 2 %, mais le dynamisme du marché du travail n'a pas, jusqu'ici, conduit à des tensions marquées sur les salaires, étant donné que les récentes réformes du marché du travail et des retraites ont peut-être abaissé le taux de chômage d'équilibre et les prix à la consommation sont globalement restés inchangés depuis un an.

### La normalisation des politiques macroéconomiques coïncide avec une reprise du côté offre

Le gouvernement a révisé son programme budgétaire à moyen terme afin de ramener le budget à un niveau proche de l'équilibre et de poursuivre la réduction du ratio dette-PIB. Après soustraction des effets conjoncturels, la baisse du déficit devrait représenter un taux cumulé de 3 % du PIB sur 2016 et 2017. Les dépenses publiques devraient afficher, en termes réels, un net repli durant les exercices budgétaires 2016 et 2017, puis se stabiliser en 2018 avant d'augmenter à nouveau en 2019. Un lissage dans le temps de la trajectoire de l'ajustement des finances publiques permettrait d'en atténuer les retombées sur la croissance. Si la nature des mesures budgétaires reste à préciser, il convient de veiller à ce qu'elles atténuent les effets négatifs sur la redistribution des revenus.

La politique monétaire restera accommodante tout au long de la période de prévision. Toutefois, en réponse à la résorption du degré de ressources excédentaires, la Banque

d'Angleterre devrait relever ses taux de manière progressive, mais son intervention n'est pas prévue avant début 2016. Des taux d'intérêt plus élevés contribueraient à orienter les financements vers les projets d'investissement les plus rentables et à procéder à la restructuration financière des entreprises en difficulté, ouvrant ainsi la voie à des gains de productivité. Les nouveaux tests de résistance du secteur bancaire prévus par la Banque d'Angleterre en 2015 sont bienvenus, et il conviendrait d'étendre les tests conduits par la suite au système bancaire parallèle afin d'élargir le champ de la surveillance des risques pour la stabilité financière.

La productivité du travail et le niveau de vie pourraient tirer profit d'une augmentation de la formation brute de capital fixe exprimée en pourcentage du PIB, qui demeure modeste à l'échelle internationale. L'investissement productif pourrait être stimulé par un renforcement de la concurrence entre prêteurs, qui passerait par un système étendu de collecte et de diffusion des informations sur le crédit, géré soit par les agences de notation de crédit, soit directement par l'autorité de régulation. Pour remédier aux défaillances du marché et attirer les financements privés vers le secteur des infrastructures, l'État devrait, dans la lignée du Programme national en matière d'infrastructures (*National Infrastructure Plan*), développer sa stratégie et sa planification à long terme, promouvoir l'utilisation des garanties publiques et des partenariats public-privé et redéfinir ses priorités de dépenses publiques au bénéfice des infrastructures. Un assouplissement des réglementations relatives à l'aménagement du territoire sera décisif pour rendre l'immobilier résidentiel plus accessible et améliorer l'affectation des ressources dans l'économie, tout en permettant à l'offre de logements de répondre à la croissance démographique du pays.

### La croissance restera soutenue

Selon les prévisions, la croissance du PIB, principalement soutenue par la consommation privée et l'investissement, devrait légèrement ralentir en 2016. Le solde de la balance courante devrait s'améliorer progressivement sous l'effet d'une rentabilité accrue des investissements à l'étranger, grâce en particulier à la reprise économique des pays de la zone euro. Le marché du travail devrait rester dynamique, avec de nouvelles baisses du taux de chômage et un redémarrage de la croissance des salaires sur fond de reprise de la productivité. Les prix à la consommation devraient rester stables en 2015 et augmenter en 2016, à mesure que les effets conjoncturels du repli des prix des produits de base s'estomperont et que le degré de ressources inutilisées sur les marchés du travail et des produits se résorbera.

Au cours des dernières années, la productivité s'est établie en dessous des prévisions et le risque existe que ces résultats décevants s'expliquent par des facteurs de nature structurelle plutôt que conjoncturelle. Si les faibles niveaux de productivité devaient se prolonger, le PIB et les salaires progresseraient moins que prévu, tandis que le déficit budgétaire dépasserait les niveaux attendus. De plus, des risques associés à la zone euro pourraient saper la confiance des entreprises et l'investissement. À l'inverse, la définition par l'État de programmes stratégiques de moyen terme et la poursuite des réformes structurelles stimuleraient la croissance des capacités de production et de la productivité. Selon une configuration alternative, même en l'absence d'une reprise de la productivité, la croissance demeurerait soutenue par des hausses de l'endettement des ménages et de la consommation, renforcée par une progression plus forte des salaires et un recul des prix des produits de base.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2015 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2015-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2015), « Royaume-Uni », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2015 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2015-1-44-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-1-44-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).